

**Conseil économique et social**

Distr. générale
21 mars 2003
Français
Original: anglais et français

Comité chargé des organisations non gouvernementales**Session ordinaire de 2003**

5-23 mai 2003

Examen des rapports quadriennaux**soumis par des organisations non gouvernementales****dotées du statut consultatif général ou spécial****auprès du Conseil économique et social**

**Rapports quadriennaux 1997-2000
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général
en application de la résolution 1996/31
du Conseil économique et social**

Note du Secrétaire général***Additif****Table des matières**

	<i>Page</i>
1. Family Care International	2
2. Fondazione San Patrignano	7
3. Conseil d'archevêché orthodoxe grec d'Amérique du Nord et du Sud	11
4. Human Rights Advocates	16
5. Human Rights Watch	20
6. Comité interafricain sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants	23
7. Association du transport aérien international (IATA)	27
8. Union internationale des magistrats	31

* Le présent document a été soumis en retard du fait que l'échange de correspondance avec les organisations non gouvernementales pour obtenir des déclarations claires et complètes a pris plus de temps que prévu.



1. Family Care International

(Statut consultatif spécial accordé en 1997)

Introduction

Family Care International (FCI) a pour mission d'améliorer la santé des femmes en matière de sexualité et de procréation dans les pays en développement, en cherchant tout particulièrement à rendre la grossesse et l'accouchement plus sûrs. Une grande partie de son action s'articule autour de deux programmes : l'un sur la maternité sans risques, qui a pour but de garantir aux femmes l'accès aux services et à l'assistance dont elles ont besoin tout au long de leur grossesse et au moment de l'accouchement; l'autre sur la promotion d'une approche globale de la santé en matière de procréation axée sur les femmes, qui a été approuvée en 1994 par 179 pays à la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) et intégrée dans le Programme d'action de la Conférence (A/CONF.171/13). FCI intervient essentiellement dans trois domaines : la mobilisation et la diffusion d'information au niveau mondial; l'offre d'une assistance technique directe en Afrique et en Amérique latine; l'élaboration de directives, supports de formation et autres outils d'exécution des programmes. FCI a obtenu le statut d'organisation affiliée auprès du Conseil économique et social en 1997.

En avril 2000, la base de financement de FCI a sensiblement augmenté grâce à une subvention de 8 millions de dollars sur cinq ans accordée par la fondation Bill and Melinda Gates pour un projet modèle intitulé « Saving Women's Lives: Skilled Care Initiative ». Ce projet a pour but de réduire le nombre de décès liés à la maternité dans au plus quatre pays en développement en augmentant le taux d'accouchements assistés par des agents de santé qualifiés, ce qui correspond à l'un des objectifs adoptés à la CIPD.

Participation aux réunions du Conseil économique et social et des autres organes des Nations Unies

Réunions de la CIPD+5 :

Family Care International a activement participé à la vingt et unième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'examen et à l'évaluation d'ensemble de la mise en oeuvre du Programme d'action de la CIPD (CIPD+5) ainsi qu'aux travaux préparatoires de cette session. FCI était l'un des 15 membres du Groupe consultatif international qui a contribué à la planification des activités des organisations non gouvernementales (ONG) dans le cadre du Forum de La Haye en février 1999, puis dirigé la participation des ONG aux réunions du Comité préparatoire de la CIPD+5. Au cours de ce forum, FCI a organisé l'une des cinq réunions plénières, qui était consacrée à la santé en matière de sexualité et de procréation. Entre les réunions du Comité préparatoire et la session extraordinaire, le Président de FCI a pris l'initiative de repérer parmi les membres des délégations nationales ceux qui seraient susceptibles de promouvoir avec énergie les questions liées à la santé en matière de sexualité et de procréation au cours des réunions officielles finales de la CIPD+5, et de retenir leur concours. Durant la session extraordinaire de l'Assemblée générale, qui s'est tenue en juin 1999, le Président de

FCI a également pris une part active aux travaux du Groupe de travail des femmes (Women's Caucus) et organisé ou animé un certain nombre d'activités de sensibilisation, notamment des entretiens avec la presse et des sessions/réunions plénières. En tant que membre du Groupe de travail des femmes, FCI a notamment contribué à recueillir des fonds pour le Groupe consultatif international et à coordonner ou présider les réunions d'information des ONG dans le cadre du Forum de La Haye et de la CIPD+5.

Fort de son expérience, FCI avait prévu que de nombreux participants aux réunions d'examen de la CIPD+5 (y compris des représentants officiels) n'auraient pas pris part à la CIPD. Afin de combler d'éventuelles lacunes techniques et de rappeler certains principes essentiels, FCI a mis au point, en collaboration avec cinq institutions des Nations Unies (Banque mondiale, ONUSIDA, OMS, FNUAP et UNICEF), un jeu de fiches d'information sous forme de cartes sur la santé en matière de sexualité et de procréation. Plusieurs ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social ont également pris part à cette initiative, comme le Centre pour le développement et les activités en matière de population, la Commonwealth Medical Association, la Deutsche Stiftung Weltbevölkerung (Fondation allemande pour la population mondiale) et le Conseil de la population. Ces fiches, dont la publication a coïncidé avec la tenue du Forum de La Haye, rappellent les définitions clefs et les principaux engagements du Programme d'action de la CIPD, offrant ainsi des informations fiables pouvant être consultées aisément. Afin de toucher les représentants officiels, FCI a distribué ces fiches d'information sur les lieux du Forum et de la réunion du Comité préparatoire de la CIPD+5. Elle les a également envoyées par courrier aux missions auprès de l'ONU à New York et, avec la coopération du FNUAP, en a adressé des jeux à tous les bureaux de pays du FNUAP afin qu'ils les distribuent aux représentants à la CIPD+5 avant qu'ils ne se rendent à la Conférence. FCI a également veillé à ce que certains acteurs importants de la communauté, notamment les parlementaires, les donateurs, les institutions partenaires et les décideurs influents, en reçoivent des exemplaires directement par la poste ou par le biais de réseaux d'organisations. Les activités à l'intention des journalistes ont été menées par des organismes associés.

D'autres supports d'information ont été publiés à l'occasion du processus d'examen de la CIPD+5, notamment un document intitulé *Meeting the Cairo Challenge: Progress in Sexual and Reproductive Health* (Relever le défi du Caire : Progrès réalisés dans le domaine de la santé en matière de sexualité et de procréation), qui présente un bilan complet des réalisations accomplies par les pays dans la mise en oeuvre de la nouvelle approche de la santé en matière de procréation. Conçu à l'intention des décideurs et des responsables de la planification des programmes, ce document met en exergue les stratégies ayant donné de bons résultats, les possibilités nouvelles, les enseignements tirés de l'expérience et les obstacles rencontrés dans le cadre de l'adoption d'une approche globale pour la prestation de services de santé en matière de sexualité et de procréation. FCI a sorti le document *Meeting the Cairo Challenge* à l'occasion d'une manifestation organisée la veille du lancement de la CIPD+5 (29 juin 1999), à laquelle ont participé Mme Nafis Sadik, Directrice exécutive du FNUAP, M. Fred Sai, Président de la grande commission de la CIPD, ainsi que des représentants régionaux du National Population and Family Development Board of Malaysia et de la Division de l'Amérique latine du Conseil de la population.

Session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle »

Family Care International a joué un rôle de premier plan dans les préparatifs et le déroulement de la session extraordinaire sur les femmes tenue en 2000 en informant les représentants officiels et les autres participants influents des principaux engagements pris dans le domaine de la santé en matière de sexualité et de procréation à la CIPD, la CIPD+5 et la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. En prévision du processus d'examen Beijing+5, FCI a modifié le premier jeu de fiches d'information sur la santé en matière de sexualité et de procréation (voir ci-dessus) afin de tenir compte des principaux éléments du Programme d'action de Beijing adopté en 1995. Compte tenu du succès exceptionnel qu'a connu le premier jeu de fiches, FCI a publié la nouvelle version enrichie dans trois langues (anglais, français et espagnol) et augmenté son tirage. FCI a distribué ces fiches aux représentants officiels et aux autres participants clefs tels que les représentants d'ONG dotées d'un statut d'observateur auprès de la session extraordinaire et le personnel d'organismes des Nations Unies chargés de la mise en oeuvre du Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes.

Les représentants de FCI ont suivi l'évolution des négociations menées à l'ONU dans le cadre de Beijing+5. En outre, FCI a joué un rôle essentiel dans l'organisation des activités réalisées en marge de la session extraordinaire par les ONG en siégeant au Comité d'accueil des ONG et en participant aux activités de planification à l'intention des 15 000 représentants d'ONG attendus à New York pour l'occasion. En association avec le Département américain de la santé et des services sociaux, l'OMS et 23 autres ONG, FCI a contribué à l'organisation du Forum mondial sur la santé des femmes, tenu le 7 juin 2000. Les participants au Forum, qui étaient plus de 900, ont pu bénéficier d'une journée entière d'activités d'information, de stratégie et de coopération en réseau ayant trait à un large éventail de questions relatives à la santé des femmes, comme la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation, le cancer, les maladies cardiaques, la santé des réfugiées, la violence à l'égard des femmes ou encore l'impact de la dégradation de l'environnement sur la santé des femmes.

Coopération avec les organes et institutions spécialisées des Nations Unies

Depuis 1987, Family Care International fait office de secrétariat mondial du Groupe interinstitutions sur la maternité sans risques, un collectif réunissant des organismes des Nations Unies, d'autres institutions multilatérales et des organisations non gouvernementales. Parmi les institutions membres des Nations Unies figurent le FNUAP, l'UNICEF, l'OMS et la Banque mondiale. En outre, le Groupe se compose de plusieurs ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, telles que le Conseil de la population et la Fédération internationale de gynécologie et d'obstétrique. Les activités de secrétariat assurées par FCI comprennent l'organisation de réunions, la promotion des échanges de données, l'élaboration de documentation et la mise en oeuvre de stratégies visant à améliorer la santé et la sécurité des femmes pendant la grossesse et l'accouchement. En 1997, à l'occasion du dixième anniversaire du Groupe, les membres ont organisé une session de consultation technique à Sri Lanka, à laquelle ont participé 250 spécialistes et responsables de la planification des programmes, qui ont ébauché un

programme national de mesures efficaces visant à améliorer la santé maternelle. En 1998, à l'occasion de la Journée mondiale de la santé (8 avril), le Groupe a notamment organisé, au siège de la Banque mondiale à Washington, une manifestation qui a eu un grand retentissement. Une campagne d'information internationale a été lancée la même année afin d'encourager certains publics clefs à prendre des actions spécifiques en vue de rendre la maternité plus sûre. Parmi les initiatives entreprises à ce titre, on retiendra les efforts d'information à l'intention des journalistes, la création d'un site Web (<www.safemotherhood.org>) et la publication de documentation, y compris une brochure, des fiches d'information, un jeu de diapositives pour présentation et des vidéos, ainsi que la diffusion de messages d'information d'intérêt public dans le monde entier. En 1999, le Groupe a notamment porté ses efforts sur l'augmentation du nombre de ses membres, l'élaboration d'une stratégie visant à promouvoir les accouchements assistés par du personnel qualifié et l'établissement de partenariats en faveur de la maternité sans risques afin d'encourager les actions concertées dans ce domaine.

Autres activités importantes

*Élaboration de documents et/ou autres supports à la demande
du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires
ou du Secrétariat de l'ONU*

En 1999 et 2000, Family Care International a publié des documents d'information récapitulait les questions critiques et les perspectives d'évolution liées aux conférences du Caire et de Beijing et présentant une évaluation des progrès réalisés par les différents pays dans l'application des textes issus de la CIPD. Bien qu'ils n'aient pas été élaborés à la demande du Conseil économique et social ou d'autres organismes des Nations Unies, les fiches d'information sur la santé en matière de sexualité et de procréation et le document intitulé *Meeting the Cairo Challenge* ont été amplement utilisés par le personnel des Nations Unies et les représentants dans le cadre des activités réalisées au titre des programmes et des politiques. En sa qualité de secrétariat du Groupe interinstitutions pour la maternité sans risques, FCI joue un rôle de premier plan dans l'élaboration de stratégies efficaces pour les programmes d'action de portée nationale et internationale. La documentation produite récemment dans le cadre de la stratégie Safe Motherhood at Ten lancée en 1997 (voir ci-dessus) a été abondamment reprise par les institutions des Nations Unies.

*Autres exemples d'activités consultatives et d'activités de fond,
y compris l'octroi d'une aide financière par les organismes des Nations Unies
ou à ceux-ci, la collaboration sur le terrain et l'organisation conjointe de réunions*

Family Care International entreprend des projets d'assistance technique dans différents pays à la demande d'ONG locales et/ou d'organismes gouvernementaux. À ce jour, FCI a fourni une assistance à des gouvernements et des ONG de 26 pays. Les activités menées à ce titre portent sur la recherche, les stratégies de communication, les programmes de formation, la mobilisation de ressources ou encore la sensibilisation. On trouvera ci-dessous des exemples de projets d'assistance technique au niveau national coordonnés par FCI entre 1997 et 2000, en coopération avec d'autres organismes des Nations Unies.

En 1999, FCI a commencé à collaborer avec l'UNICEF dans 12 districts tanzaniens dans le cadre d'une initiative visant à aider les responsables de la santé au niveau local à mettre en oeuvre des plans d'action stratégiques en vue d'améliorer la santé maternelle. FCI fournit à ce titre une assistance technique dans les domaines suivants : gestion et exécution d'activités en vue de sensibiliser les chefs de district et de village; éducation en matière de santé et promotion de la santé; formation des agents sanitaires au secourisme et à la maternité sans risques; et supervision. Au Kenya, FCI collabore depuis 1998 avec l'UNICEF afin d'appuyer le travail effectué par les équipes de gestionnaires de la santé au niveau des districts. Les activités entreprises à ce titre visent à améliorer la planification en matière de maternité sans risques dans les districts et à élaborer des outils et des directives en vue de soutenir les progrès réalisés. Dans le cadre d'un projet pilote, FCI a coordonné le développement d'un programme de formation en cours d'emploi à l'intention d'infirmières sages-femmes et de membres du personnel des cliniques sur les soins permettant de sauver la vie de femmes enceintes. Avec les fonds alloués par l'UNICEF, FCI a pu étendre cette initiative à deux districts supplémentaires.

Au Niger, avec l'appui du bureau de pays du FNUAP, FCI a organisé en avril 1999 une conférence nationale de quatre jours intitulée Journées nationales de réflexion sur la maternité sans risques. En coopération avec le Centre nigérien de santé en matière de procréation, FCI a réuni près de 100 responsables de programmes, médecins et sages-femmes afin de débattre des priorités relatives à la maternité sans risques et de partager des données d'expérience et des enseignements importants. Un certain nombre d'activités ont été réalisées en août 1999, avec la participation, entre autres, de représentants de l'OMS et de l'UNICEF, pour donner suite à cette conférence, notamment l'organisation d'une table ronde, l'adoption d'un ensemble de recommandations et la mise en place d'une équipe de travail nationale sur la maternité sans risques afin de superviser l'exécution.

Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, FCI collabore depuis 1997 avec le FNUAP et d'autres institutions dans le cadre de l'organisation d'ateliers sur la maternité sans risques qui s'inspirent des conceptions et des initiatives définies dans le Programme d'action de la CIPD et par le Groupe interinstitutions pour la maternité sans risques. À ce jour, FCI a organisé au total 52 réunions de sensibilisation sur les initiatives en matière de maternité sans risques dans les pays suivants : Bolivie, Colombie, Équateur et Mexique. Les ateliers organisés au Mexique ont donné lieu à une série d'actions de mobilisation nationale et à la publication de documents d'information sur la mortalité et la santé maternelles. En Bolivie, FCI a élaboré des documents spécifiques à la région avec le concours du bureau de pays du FNUAP et de l'Organisation panaméricaine de la santé. En Colombie, les ateliers organisés par FCI ont suscité la révision des normes de santé en matière de procréation et l'adoption de nouvelles stratégies d'action. Enfin, en Équateur, des ateliers organisés à l'intention des organismes de formation ont suscité un certain nombre d'initiatives, notamment la modification des programmes de formation afin d'inclure les initiatives relatives à la maternité sans risques dans le cursus des sages-femmes.

2. Fondazione San Patrignano

(Statut consultatif spécial accordé en 1997)

Mission de la Fondation

San Patrignano a pour mission : d'accueillir et de réinsérer les exclus de la société et les toxicomanes sans distinction d'origine sociale, d'orientation politique ou de religion; d'offrir ses services à titre gracieux aux personnes se trouvant en situation de détresse sans solliciter l'appui de leur famille ou de leur gouvernement; de lutter contre toute forme de toxicomanie ou d'exclusion en donnant à ces personnes la possibilité de vivre dans la dignité, l'honnêteté, la responsabilité et le respect de soi et d'autrui; de faire de la formation professionnelle un instrument de réinsertion sociale mis à la disposition de chaque personne appartenant à la communauté; d'apporter un appui aux familles et de promouvoir la prévention grâce à des initiatives de lutte contre la drogue menées à l'intention du public; de générer des ressources économiques au moyen de ses propres activités de production ainsi que de contributions privées et publiques qui lui sont indispensables pour mener à bien sa mission.

La Fondation San Patrignano s'efforce de rendre à ses hôtes la santé, la dignité et la liberté, notamment à ceux qui sont en butte à la marginalisation sociale et à d'autres facteurs conduisant à la toxicomanie. Elle est fermement convaincue que la toxicomanie ne relève pas simplement d'une décision individuelle, de la réalisation d'un droit civil ou de la liberté de choix, mais qu'elle est le tragique effet d'un vide existentiel, culturel et humain qui envahit de nombreux jeunes et les pousse vers une voie sans issue conduisant à la destruction de l'individu, de sa famille, de ses amis et du tissu social dans son ensemble, compromettant l'avenir même de la société.

Le développement communautaire repose sur deux grands principes : la création de relations constructives fortes dans un environnement familial sain; la capacité de subvenir à ses propres besoins, d'être autonome et d'avoir des revenus suffisants pour mener une vie décente.

Tous les toxicomanes en cours de désintoxication ayant rejoint la communauté sont nourris et logés, reçoivent des soins médicaux et un accompagnement psychologique et suivent des cours en vue d'acquérir un diplôme et une formation professionnelle dans l'une des 50 disciplines proposées, ceci gratuitement. Mais, avant tout, ils trouvent l'ambiance chaleureuse d'une famille.

Au sein de la communauté, chacun a la possibilité de tester ses limites, de revenir à la réalité et de reprendre la voie du développement personnel dont la consommation de drogues l'a écarté. Le respect de soi et d'autrui, la responsabilité individuelle et le désir d'aider les personnes en détresse constituent les principes fondamentaux du projet de développement de la communauté.

La Fondation San Patrignano accueille environ 600 nouveaux hôtes chaque année – sur quelque 3 000 demandes – venus d'Italie mais aussi d'autres pays. Elle n'impose aucun critère de sélection si ce n'est une volonté réelle de la part du candidat de suivre un traitement, de modifier sa manière de vivre et de s'engager à devenir meilleur et à améliorer son comportement.

À leur arrivée, tous les hôtes subissent un examen médical général au centre médical ultramoderne de la communauté, qui est spécialisé dans le traitement des problèmes relatifs à la toxicomanie, comme les maladies infectieuses (en particulier le VIH/sida), ou les problèmes dentaires et gynécologiques.

Au fil des ans, la communauté s'est spécialisée dans plusieurs activités, allant de l'agriculture et la production alimentaire, à l'artisanat de qualité, en passant par l'équitation, l'élevage de chiens de concours et les technologies de l'information. Au cours de leur séjour, les hôtes choisissent l'activité qui correspond le mieux à leurs compétences et à leurs aspirations parmi plus de 50 formations professionnelles possibles. Ainsi, leur traitement ne s'effectue pas en vase clos; au contraire, ils vivent leurs accomplissements et traversent leurs épreuves en étant entourés, et contribuent à pourvoir à leurs propres besoins, ce qui leur permet de mieux comprendre la signification de la responsabilité individuelle et de prendre conscience du sentiment d'indépendance et de dignité que procure le travail.

San Patrignano offre également à ses hôtes la possibilité d'entamer ou de poursuivre des études à tous les niveaux. Depuis 1995, 60 jeunes ont appris à lire et à écrire, des centaines d'autres ont terminé leur premier ou deuxième cycle d'enseignement secondaire, et 25 ont obtenu un diplôme universitaire dans des domaines aussi divers que la médecine, la littérature, la philosophie, l'ingénierie ou l'architecture.

Les efforts réalisés par ces personnes en vue d'acquérir une profession et une formation répondent à un seul objectif : faire en sorte qu'ils se réinsèrent de manière permanente dans la société, qu'ils retrouvent leur famille et qu'ils entament une nouvelle vie, sans rechercher la pitié ou l'assistanat qui ont marqué leur passé d'exclusion et de toxicomanie. Il s'agit pour eux de devenir des individus traitant avec les autres sur un pied d'égalité, exerçant leurs droits inaliénables et assumant les devoirs et responsabilités qui leur reviennent.

C'est sur la base de ces principes fondamentaux que San Patrignano a accueilli quelque 18 000 jeunes et adultes au cours de ces 23 dernières années, obtenant des résultats extrêmement encourageants en matière de taux de rechute et de réinsertion sociale, régulièrement validés par les recherches réalisées par des instituts scientifiques reconnus.

Le programme est entièrement gratuit et aucune contribution financière n'est demandée aux individus ni à leur famille. Bien que la Fondation San Patrignano entretienne une relation de longue date avec le Gouvernement italien, elle n'accepte aucune forme de fonds publics, même quand les individus sont envoyés par les services de la santé publique. La Fondation s'est de tout temps efforcée de demeurer autonome : les revenus générés grâce à ses programmes de formation professionnelle qui fournissent des biens et services de qualité aux marchés du monde entier couvrent 60 % des dépenses annuelles de la Fondation, les 40 % restants étant assurés par des dons de particuliers, d'entreprises ou d'organisations philanthropiques.

Quelques informations statistiques

La Fondation San Patrignano s'étend sur 250 hectares et comprend des installations sportives, un théâtre, 228 chambres pour six ou huit personnes avec salle de bains, 18 maisons de style colonial et 77 appartements dans des habitations

uni ou bifamiliales. La garderie peut accueillir 60 enfants de 0 à 6 ans. La communauté compte 120 enfants de moins de 12 ans. Au cours des cinq dernières années, 60 baptêmes, 73 premières communions, 200 confirmations et 13 mariages ont été célébrés au sein de la communauté.

La salle à manger principale a une capacité d'accueil de 2 400 personnes et les cuisines préparent environ 4 000 repas par jour. La laverie reçoit 8 tonnes de vêtements et linge de maison par semaine.

San Patrignano accueille chaque année quelque 200 jeunes condamnés pour des infractions liées à la drogue et leur offre la possibilité de suivre un programme de réinsertion et de désintoxication. Le service juridique prend en charge toutes les poursuites judiciaires engagées contre les hôtes, traitant quelque 1 000 affaires par an. En outre, il s'occupe annuellement de 500 affaires civiles relevant de domaines aussi divers que le droit du travail ou la liberté surveillée des mineurs.

Au cours des cinq dernières années, San Patrignano a reçu environ 150 mineurs victimes de toxicomanie ou d'exclusion.

Participation aux réunions et conférences des Nations Unies

Le Président de San Patrignano a assisté à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux drogues, tenue à New York en juin 1998.

Le Président a participé à plusieurs réunions organisées par le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID) à Vienne. En outre, la Fondation a établi un contact permanent avec le Groupe des relations extérieures du PNUCID et coopère avec sa Section de la réduction de la demande.

Activités pertinentes et affiliations

En 1995, San Patrignano a fondé, avec sept autres grandes communautés européennes et américaines, le Mouvement international Arc-en-Ciel contre les drogues, association sans but lucratif rassemblant 200 associations et centres de réinsertion du monde entier. L'association Arc-en-Ciel a pour mission de défendre la culture de la vie et de lutter contre toute forme de toxicomanie, dans le plein respect de la Déclaration sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues adoptée en 1998 par l'Assemblée générale.

Chaque année, San Patrignano accueille la conférence internationale d'Arc-en-Ciel sur la toxicomanie, qui a pour objet de comparer les expériences des personnes travaillant dans les domaines de la prévention et de la réinsertion au sein des institutions participantes, des organisations oeuvrant dans les domaines de la culture, de l'information, de la communication et de la science, ainsi que des ONG.

Au fil des ans, cette conférence s'est imposée parmi les manifestations consacrées aux problèmes sociaux, grâce à la pertinence des interventions des participants et aux organismes qui lui apportent un appui, comme l'ONU, le Conseil de l'Europe, le Parlement européen, la présidence et le Cabinet du Ministre des affaires étrangères de la République italienne, et la Croix-Rouge internationale.

Depuis 1999, l'ONU participe de fait à la conférence d'Arc-en-Ciel, un message du Secrétaire général étant lu par un représentant de l'Organisation à la session d'ouverture. Par ailleurs, une table ronde est organisée conjointement avec le PNUCID dans le cadre de cette réunion de trois jours.

3. Conseil d’archevêché orthodoxe grec d’Amérique du Nord et du Sud

(Statut consultatif général accordé en 1985)

Buts et objectifs

Le Conseil d’archevêché orthodoxe grec d’Amérique du Nord et du Sud est une organisation internationale comprenant des membres et des membres associés aux États-Unis, au Canada, en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Il apporte un soutien à différents programmes dans des pays en développement, tels que l’Ouganda, le Kenya, la République démocratique du Congo, le Ghana, la République de Corée, le Nigeria, la République-Unie de Tanzanie et dans d’autres parties du monde.

Organisme familial à vocation humanitaire financé par les cotisations de ses membres, le Conseil adhère aux principes fondamentaux de l’ONU concernant le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde; la collaboration avec les nations du monde en vue de favoriser l’amélioration de la protection sociale, de l’éducation et de la santé; le respect des libertés et des droits individuels; la promotion de la femme; la protection de l’environnement; l’éradication de la pauvreté; et la condamnation du racisme et de la discrimination raciale dans le monde.

Contribution aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, conférences et autres réunions de l’Organisation des Nations Unies par le biais d’une participation aux réunions et de la présentation de déclarations orales, écrites ou les deux

Les représentants du Conseil d’archevêché orthodoxe grec d’Amérique du Nord et du Sud auprès de l’ONU assistent régulièrement aux sessions du Conseil économique et social, ainsi qu’à des conférences et d’autres réunions tenues par les organismes des Nations Unies. Le Conseil d’archevêché orthodoxe grec d’Amérique du Nord et du Sud est membre de la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies (CONGO), et des comités des organisations non gouvernementales (ONG) consacrés à la famille, aux jeunes, au vieillissement, à l’abus des stupéfiants et des substances toxiques, aux droits de l’homme, à la condition de la femme, et à la liberté de religion ou de conviction.

Ses représentants auprès de l’ONU ont participé à toutes les conférences annuelles du Département de l’information avec les ONG qui ont eu lieu au Siège de l’ONU pendant la période 1997-2000.

Ils ont également assisté aux réunions ci-après au Siège de l’ONU :

- a) Sessions de la Commission du développement durable (avril 1997, février 1998, décembre 1998 et février 1999);
- b) Sessions du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (15-16 avril 1997 et 15 mai 1998);

- c) Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à un examen et à une évaluation de la mise en oeuvre d'Action 21 (juin 1997);
- d) Conférence des Nations Unies sur le vieillissement et l'urbanisation (Défis et perspectives – Vers une communauté pour tous) (29 avril 1998);
- e) Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la lutte commune contre le problème mondial de la drogue (Sommet antidrogue) (8 juin 1998);
- f) Forum des ONG sur le millénaire – Les Nations Unies dans le XXI^e siècle – structure et contexte (15 juillet 1998);
- g) Quarante-troisième session de la Commission de la condition de la femme (1er-12 mars 1999);
- h) Préparatifs de la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur les femmes (Les femmes en l'an 2000 : égalité des sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle) (15 mars 1999);
- i) Comités préparatoires des sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (24 mars 1999, 24-25 juin 1999 et 28-29 juin 1999);
- j) Vingt et unième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à un examen et à une évaluation de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (30 juin-21 juillet 1999);
- k) Déclaration et Programme d'action du Forum du millénaire « Nous, les peuples » – réflexions sur l'intégration mondiale (22-26 mai 2000);
- l) Conférence préparatoire du Forum du millénaire : Partenariat mondial en faveur des enfants et des adolescents (21 mai 2000);
- m) Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au suivi du Sommet mondial pour les enfants en 2001 (29 mai-juin 2000);
- n) Vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur les femmes (Les femmes en l'an 2000 : égalité des sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle) (5-9 juin 2000). Participation à l'atelier sur l'égalité des sexes, la justice, le développement et le droit (3 juin 2000);
- o) Sommet du millénaire de personnalités religieuses pour la paix dans le monde (29 août 2000);
- p) Sommet du Millénaire de l'Assemblée générale (8 septembre 2000).

Le Conseil d'archevêché orthodoxe grec d'Amérique du Nord et du Sud s'est associé aux déclarations écrites conjointes ci-après des ONG dotées du statut consultatif :

- a) Trente-cinquième session de la Commission du développement social (point 3 de l'ordre du jour, déclaration recommandant instamment le renforcement et la protection du rôle de la famille) (février 1997);

b) Trente-sixième session de la Commission du développement social (point 3 de l'ordre du jour, déclaration en faveur de l'intégration et de la participation à la société, y compris des personnes et des groupes défavorisés et vulnérables) (février 1998);

c) Trente-septième session de la Commission du développement social (point 3 de l'ordre du jour, déclaration sur l'inclusion de la famille dans les stratégies et les politiques de développement).

Coopération avec les programmes et organes des Nations Unies et les institutions spécialisées

Le Conseil d'archevêché orthodoxe grec d'Amérique du Nord et du Sud a créé des dispensaires, des écoles et des centres communautaires au Kenya, en Ouganda et au Nigeria en coopération avec l'OMS, l'UNESCO et l'UNICEF. Ces programmes de développement social ont ensuite été étendus aux pays ci-après : Cameroun, Tchad, Albanie, Pologne, Slovaquie, Inde, Mexique, Philippines, Indonésie, Costa Rica, Haïti, Guatemala et Madagascar.

En partenariat avec l'UNICEF, le Conseil a organisé des campagnes en faveur du forage de puits d'eau potable en Afrique, de l'aide aux enfants sans abri et aux enfants des rues, et de la vaccination des enfants et de la réhydratation par voie orale. Récemment, ces efforts ont porté sur les enfants du Kosovo. Les dons à l'UNICEF se sont élevés à 80 000 dollars.

Dans le domaine des secours en cas de catastrophe, le Conseil a coopéré avec le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires de l'ONU pour venir en aide aux victimes du cyclone Mitch (au Nicaragua et au Honduras). Il a ainsi pu obtenir des dons pour un montant de 32 000 dollars pour ces deux pays, ainsi que 50 000 dollars pour les victimes de la guerre au Kosovo, 40 000 dollars pour les victimes du tremblement de terre en Inde, 20 000 dollars pour celles du tremblement de terre en El Salvador et 15 000 dollars destinés à des secours en cas de catastrophe pour le Guatemala et le Mexique.

Le Conseil a aussi coopéré avec différents organes des Nations Unies pour soulager les victimes de la famine en Somalie, en Éthiopie, au Soudan et au Rwanda.

Autres activités pertinentes

Activités visant à faire appliquer les résolutions des Nations Unies

Conformément aux résolutions du Conseil économique et social, le Conseil d'archevêché orthodoxe grec d'Amérique du Nord et du Sud continue à soutenir, dans tout l'archidiocèse, les groupes et les ateliers de lutte pour l'éradication de la violence à l'égard des femmes au sein de la famille. Il met en oeuvre des programmes sur la toxicomanie, le sida et les problèmes familiaux. Il poursuit également sa collaboration avec les groupements nationaux pour venir en aide aux sans-abri, créer des banques alimentaires et fournir un toit à ceux qui n'en ont pas.

*Consultation et coopération avec des fonctionnaires
du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

Le Conseil a participé au Groupe de travail à composition non limitée chargé de l'examen des dispositions relatives aux consultations avec les organisations non gouvernementales pendant la période 1997-1999.

*Préparation de mémoires et d'autres documents, à la demande
du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires,
ou à la demande du Secrétariat de l'ONU*

Le Conseil d'archevêché orthodoxe grec d'Amérique du Nord et du Sud a collaboré avec le Haut Commissariat aux droits de l'homme en lui soumettant un document directif sur la prévention des conflits, et sur l'instauration, le maintien et la consolidation de la paix.

*Autres exemples d'activités de consultation et d'activités de fond,
y compris d'aide financière reçue de ou par l'ONU,
de collaboration sur le terrain, de parrainage commun de réunions,
de séminaires, d'études, etc.*

Le Conseil a contribué avec le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) à la recherche de financement pour les centres de réfugiés albanais. En Albanie, ses activités concernaient également la création d'écoles maternelles et d'orphelinats et des programmes s'adressant aux jeunes, des projets dans le domaine agricole, des dispensaires et des centres de consultations dentaires, des programmes destinés aux femmes et des aménagements hydrauliques.

En tant que membre fondateur du Groupe de travail des ONG sur la famille, le Conseil oeuvre en faveur du renforcement du rôle de la famille. Il a ainsi organisé, dans les paroisses du monde entier, des ateliers et des séminaires sur les problèmes auxquels les familles sont confrontées. Il a participé, avec des organismes des Nations Unies, des groupes religieux, des ONG, et des administrations nationales et locales, à l'élaboration de guides, de documents visuels et de programmes sociaux destinés à éviter l'éclatement de la cellule familiale. Des ateliers ont eu lieu sur des sujets comme la traite des femmes et des enfants, le travail forcé des enfants et l'enrôlement d'enfants soldats.

Le Conseil a organisé différents colloques sur le thème de la protection de l'environnement. Un sommet orthodoxe sur l'environnement a eu lieu à Santa Barbara (États-Unis) le 6 novembre 1998. Le Conseil a participé au Forum 2000 – La mondialisation et ses aspects religieux – qui s'est tenu en République tchèque. Le 1er septembre 1998 a été déclaré Journée de la protection de l'environnement dans les paroisses du monde entier.

Le Conseil a célébré l'Année internationale des personnes âgées, en 1999, avec d'autres ONG et s'est fait l'écho des Principes des Nations Unies pour les personnes âgées dans tout l'archidiocèse.

Le Conseil diffuse des informations sur l'ONU dans son journal *The Orthodox Observer*; sa revue mensuelle *Mission*; ses bulletins d'information et lors de conférences dans le cadre desquelles se tiennent des séminaires et des ateliers ayant trait aux Nations Unies. Son département de la communication produit des

programmes vidéo sur les Nations Unies, la famille, l'environnement, l'abus de drogues, etc., qui sont diffusés dans le monde entier.

Représentation géographique

<i>Nombre de familles</i>	<i>Pays</i>
325 000	États-Unis
22 000	Canada
300	Bahamas
300	Mexique
600	Panama
4 500	Argentine
300	Bolivie
2 100	Brésil
900	Chili
300	Colombie
300	Pérou
300	Uruguay
900	Venezuela

Le Conseil aide et finance des organisations dans les pays ci-après : Ouganda, République démocratique du Congo, Ghana, République de Corée, Nigeria, République-Unie de Tanzanie, Cameroun, Tchad, Albanie, Pologne, Slovaquie, Inde, Mexique, Philippines, Indonésie, Roumanie, Costa Rica, Haïti, Guatemala et Madagascar.

4. Human Rights Advocates

(Statut consultatif général accordé en 1981)

Introduction

Les activités de Human Rights Advocates consistent essentiellement à familiariser les étudiants en droit des États-Unis, entre autres, avec les organes de l'ONU qui s'occupent des questions relatives aux droits de l'homme et à leur faciliter l'accès aux réunions de ces organes pour les aider à mieux comprendre comment ils fonctionnent. Human Rights Advocates s'efforce également d'expliquer au grand public les rouages de l'ONU. Son objectif est de contribuer à promouvoir et à développer les organes de l'ONU spécialisés dans les droits de l'homme, et de recourir à ces organes pour assurer le respect des droits de l'homme dans le monde entier. Enfin, Human Rights Advocates travaille en dehors du cadre de l'ONU, en intervenant par exemple dans des affaires judiciaires aux États-Unis et en collaborant à l'établissement de rapports sur les droits de l'homme dans le souci de promouvoir dans le monde entier ces droits et la législation qui s'y rapporte.

Human Rights Advocates continue à fonctionner sur la base du volontariat et n'a donc ni personnel rémunéré, ni bureaux. Au cours de la période considérée dans le présent rapport, elle a réussi à fonctionner avec un budget annuel de moins de 10 000 dollars. Ses ressources financières proviennent des cotisations modiques des membres et de petites subventions accordées par des facultés de droit locales. Ses dépenses consistent essentiellement en frais de production et d'expédition de son bulletin trimestriel et d'annonce de ses programmes d'éducation. En 1999 et en 2000, Human Rights Advocates a également reçu une partie des différentes subventions destinées à soutenir l'élaboration et la publication d'un rapport n'émanant pas d'organismes de l'ONU sur les droits de l'homme et les sociétés transnationales. Enfin, Human Rights Advocates reçoit des fonds destinés exclusivement à certaines utilisations du Frank C. Newman Internship Fund, fonds créé par la veuve de Frank C. Newman et alimenté par d'autres sources. L'organisation a été autorisée à utiliser les intérêts de ce fonds pour régler de petites dépenses, généralement pour un montant annuel de 1 500 à 2 000 dollars, pour couvrir les frais de voyage des étudiants qui participent, en son nom, aux réunions de divers organes des Nations Unies traitant des droits de l'homme.

Le nombre de membres de Human Rights Advocates pour la période 1977-2000 est resté à 120 environ, essentiellement dans les pays ci-après : États-Unis, Argentine, Canada, Costa Rica, Grande-Bretagne, Guam, Indonésie, Italie, Japon, Sri Lanka et Suisse.

Participation au Conseil économique et social et à ses organes subsidiaires

1997 : Commission des droits de l'homme (Genève)

Human Rights Advocates a fait des interventions écrites et orales sur les droits de l'homme et l'environnement, les programmes de microcrédits, la responsabilité des sociétés, la discrimination aux États-Unis, la ratification des traités et les droits des travailleurs migrants.

Human Rights Advocates a présenté un rapport au Rapporteur spécial sur les conséquences néfastes des mouvements et déversements illicites de produits et déchets toxiques et nocifs pour la jouissance des droits de l'homme.

Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme (Genève)
(« *Sous-Commission* »)

Intervention écrite sur le travail des enfants.

1998 : Commission des droits de l'homme (Genève)

Interventions écrites sur les substances toxiques, la peine de mort pour les mineurs, la traite des femmes et sur les travailleurs migrants.

Sous-Commission (New York)

Intervention écrite sur les droits de l'homme au Myanmar.

Groupe de travail intergouvernemental d'experts sur les droits de l'homme des travailleurs migrants (Genève)

Human Rights Advocates a soumis un rapport écrit et certains de ses membres sont intervenus oralement.

1999 : Commission des droits de l'homme (Genève)

Interventions écrites et orales sur des sujets tels que : la peine de mort pour les mineurs; les moyens d'améliorer l'efficacité de la Commission et de la Sous-Commission; les substances toxiques, les droits de l'homme et l'environnement; la violence à l'égard des femmes – le lien entre droit au logement et violence à l'égard des femmes; et travailleurs migrants – mourir à la frontière.

Sous-Commission (Genève)

Intervention orale sur les droits des femmes afghanes.

Commission de la condition de la femme (New York)

Human Rights Advocates a assisté aux débats sur la traite des femmes, sans faire d'intervention orale ou écrite.

Groupe de travail sur les droits des travailleurs migrants (Genève)

Participation de Human Rights Advocates et communication de documents écrits à ce groupe de travail.

2000 : Commission des droits de l'homme (Genève)

Interventions écrites et orales sur les travailleurs migrants, la traite des femmes et des filles, la peine de mort pour les mineurs, les substances toxiques et sur les enfants soldats.

Intervention orale sur la torture.

Groupe de travail sur les méthodes de travail et les activités des sociétés transnationales (deuxième session à Genève)

Participation de Human Rights Advocates et communication de documents écrits.

Groupe de travail sur le renforcement de l'efficacité des mécanismes de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission (Genève)

Participation orale et écrite.

Groupe de travail sur les sociétés transnationales (Genève)

Participation orale et écrite.

2001 : Commission des droits de l'homme (Genève)

Interventions écrites et orales sur la peine de mort pour les mineurs, l'impunité, les droits des enfants, la traite des femmes et des enfants, et les travailleurs migrants.

Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme (États-Unis)

Human Rights Advocates a apporté son témoignage oralement et par écrit.

Rapporteur spécial sur les substances toxiques (États-Unis)

Human Rights Advocates a aidé à organiser des réunions et a soumis des documents à la mission d'enquête.

Sous-Commission (Genève)

Exposé écrit et oral sur les sociétés transnationales. Human Rights Advocates s'est associé à la déclaration écrite commune des ONG sur les droits de l'homme à Sri Lanka.

Commission de la condition de la femme (New York)

Discrimination fondée sur le sexe et VIH/sida.

Coopération avec les organes et organismes des Nations Unies

Aucune.

Autres activités pertinentes

1999

Participation aux célébrations du dixième anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant (New York).

2000

Participation à la conférence Beijing +5, session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le thème « Les femmes en l'an 2000 : égalité des sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle » (New York). Intervention écrite sur le logement et sur l'égalité des sexes.

2001

Participation à la Conférence mondiale contre le racisme et aux forums d'ONG (Durban, Afrique du Sud) ainsi qu'aux différents comités préparatoires.

5. Human Rights Watch

(Statut consultatif spécial accordé en 1993)

Introduction

L'organisation Human Rights Watch (HUMAN RIGHTS WATCH) se consacre à la promotion et à la protection des droits de l'homme dans le monde entier. Elle mène régulièrement des enquêtes systématiques sur les atteintes aux droits de l'homme dans près de 70 pays. Elle s'associe aux victimes et aux militants, pour lutter contre la discrimination, défendre les libertés politiques, protéger les victimes de comportements inhumains en temps de guerre, et traduire en justice les coupables.

Human Rights Watch est la plus importante des organisations de défense des droits de l'homme basées aux États-Unis. Ses activités ont commencé en 1978, avec la création de la section Europe et Asie centrale (alors appelée Helsinki Watch). Aujourd'hui, elle est organisée par régions et par thèmes. Les sections régionales couvrent l'Afrique, les Amériques, l'Asie, l'Europe et l'Asie centrale, et le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Les thèmes sont : armement, droits de l'enfant, droits des femmes, VIH/sida, réfugiés, demandeurs d'asile et migrants, droits économiques et sociaux, entreprises et droits de l'homme, et racisme.

L'organisation est basée à New York et a des bureaux à Washington, Los Angeles, San Francisco, Londres, Bruxelles, Moscou, Hong Kong, Freetown (Sierra Leone), Kigali, Bujumbura, Tashkent, Tbilisi et Genève. De plus, elle ouvre des bureaux temporaires dans les régions où elle mène des enquêtes poussées. Plus de 180 employés de nationalités et de milieux divers travaillent dans ses bureaux aux quatre coins du monde.

Human Rights Watch est une organisation non gouvernementale indépendante, financée par des particuliers et des fondations du monde entier et elle n'accepte aucun appui financier, direct ou indirect des gouvernements.

Participation aux activités du Comité économique et social, de ses organes subsidiaires, et à d'autres entités de l'Organisation des Nations Unies

Au cours de la période couverte par ce rapport (1997-2000), des représentants de Human Rights Watch ont participé à toutes les sessions de la Commission des droits de l'homme, de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, et de la Commission de la condition de la femme. Tous les ans, Human Rights Watch fait des interventions orales devant la Commission des droits de l'homme et lui soumet des déclarations écrites. Elle suit également les travaux de plusieurs groupes de travail de cette commission et assiste à leurs réunions. Le représentant de Human Rights Watch auprès de l'ONU a exercé les fonctions de vice-président du Comité spécial des organisations non gouvernementales internationales sur les droits de l'homme.

Des représentants de Human Rights Watch ont participé à plusieurs conférences mondiales de l'ONU, dont le Forum Rio+5 (Rio de Janeiro, 1997) et la

Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour criminelle internationale (Rome, 1998). Le Secrétaire général a invité Human Rights Watch à participer au lancement du Pacte mondial (New York, 2000).

Coopération avec des programmes et organes des Nations Unies et les institutions spécialisées

En juillet 1997, Human Rights Watch a été conviée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à participer à sa Conférence sur l'amélioration de la gestion des affaires publiques. Le représentant de Human Rights Watch a été invité à conseiller l'Administrateur du PNUD lors de la préparation du Rapport sur le développement humain (2000), dont le thème était les droits de l'homme. Les spécialistes de Human Rights Watch ont régulièrement prodigué leurs conseils à l'équipe du Secrétaire général chargée du Pacte mondial.

Human Rights Watch a fréquemment communiqué des informations aux mécanismes de la Commission des droits de l'homme, ainsi qu'à divers organes créés par traité. Ses représentants ont en particulier assisté régulièrement aux sessions du Comité des droits de l'enfant, lui ont fourni des informations et ont apporté des réponses à ses demandes.

Human Rights Watch a attaché une grande importance aux travaux des tribunaux internationaux spéciaux pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et le Rwanda (TPIR). Il est demeuré en contact avec le personnel de ces deux tribunaux, à qui il a communiqué des rapports et des éléments de preuve réunis par ses spécialistes. Le TPIR a eu recours aux témoignages et à l'analyse juridique d'experts de Human Rights Watch pour condamner plusieurs génocidaires. Des membres de Human Rights Watch ont rencontré régulièrement le Procureur général du TPIY et du TPIR pour voir comment examiner et instruire les cas de viol en tant que crime de guerre, discuter de la protection des témoins et de diverses autres questions.

Human Rights Watch s'est également intéressée de très près à la création de la Cour pénale internationale, et a participé très activement à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour criminelle internationale qui s'est tenue à Rome, en 1998. L'organisation a, en outre, usé de son influence auprès des États Membres de l'ONU pour les inciter à ratifier le Statut de Rome.

Human Rights Watch a beaucoup travaillé avec l'UNICEF sur des questions diverses, dont le problème des enfants soldats, du travail des enfants, et la violence policière envers les enfants des rues. Il a également fourni des documents sur les droits de l'homme à d'autres organismes et départements des Nations Unies, tels que le HCR, le PNUD, et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

Élaboration d'exposés et de documents divers à la demande du Conseil économique et social ou de ses organes subsidiaires

Après avoir participé à la conférence régionale du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) pour l'examen des problèmes des réfugiés, des personnes déplacées et des personnes contraintes à d'autres formes de déplacement involontaire et des rapatriés dans les pays de la Communauté des États

indépendants (CEI) et dans certains États voisins, qui s'est tenue en 1996, Human Rights Watch a été invitée par le HCR à prendre part au groupe de rédaction chargé de l'élaboration d'un projet de guide des normes applicables en matière de secours aux réfugiés et de droits de l'homme à l'intention des ONG. Ce groupe s'est réuni en avril et en juillet 1997.

En 2000, le Bureau des affaires juridiques de l'ONU a invité Human Rights Watch à exposer ses vues sur la possibilité d'inclure les enfants de moins de 18 ans dans la compétence du Tribunal spécial pour la Sierra Leone.

Activités pour appliquer les résolutions des Nations Unies

Human Rights Watch a régulièrement milité pour l'application des résolutions concernant les droits de l'homme adoptées par la Commission des droits de l'homme et l'Assemblée générale. L'organisation a oeuvré au sein de différentes instances internationales (ONU, Union européenne, Organisation des États américains, par exemple) et dans les pays qu'elle surveille périodiquement.

En 1997, Human Rights Watch a été l'un des deux lauréats du prix Nobel de la paix, en tant que membre fondateur et chef de file de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres, et pour son action en faveur de l'adoption et de l'application de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction.

Consultations et coopération avec des fonctionnaires du Secrétariat de l'ONU

Human Rights Watch a maintenu des contacts avec le Haut Commissaire aux droits de l'homme, le Haut Commissaire pour les réfugiés et le Cabinet du Secrétaire général, les informant régulièrement de ses activités et leur soumettant des recommandations sur diverses questions. Human Rights Watch a fréquemment consulté les différents départements du Secrétariat, en particulier la section des ONG, et a participé à de nombreuses réunions au Siège de l'ONU à New York.

Human Rights Watch a rencontré les présidents du Groupe de travail sur la détention arbitraire et du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, ainsi que des rapporteurs spéciaux et des experts indépendants sur diverses questions et de différents pays, et leur a communiqué ses rapports.

Parce que Human Rights Watch est un membre fondateur de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres, un de ses représentants a été invité, en septembre 1997, à se joindre au Secrétaire général Kofi Annan et à différents dirigeants politiques, pour la conférence de presse au Siège de l'ONU à New York qui marquait la fin des négociations sur l'interdiction des mines terrestres.

6. Comité interafricain sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants

(Statut consultatif (catégorie II) auprès de l'ONU et du Comité économique et social, accordé en 1993)

Le Comité interafricain est une organisation non gouvernementale africaine créée en 1984 dans le but de lutter contre les pratiques traditionnelles préjudiciables, et plus particulièrement contre la mutilation génitale des femmes (MGF), mais aussi contre le mariage précoce et les tabous alimentaires, tout en encourageant des pratiques traditionnelles positives. Le Comité interafricain a constitué 28 comités nationaux (affiliés) qui comptent un nombre variable de membres, pouvant aller de 10 à plus de 100. Ces comités revêtent la forme d'organisations non gouvernementales (ONG) nationales et sont composés de professionnels de la santé, de représentants des ONG et des organismes des Nations Unies, ainsi que de particuliers intéressés.

Les comités nationaux s'emploient, au niveau local, à mettre en oeuvre des programmes d'information et d'éducation, à former des formateurs, à réorienter les personnes qui pratiquent l'excision et à mener des recherches opérationnelles. Le Comité interafricain est financé essentiellement par des organismes des Nations Unies, le FNUAP, des gouvernements de pays européens, la Banque mondiale, la Commission économique pour l'Afrique (CEA), l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et des ONG.

Le Comité interafricain est doté du statut d'observateur au sein de l'OUA et entretient des relations officielles avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Il a signé un mémorandum d'accord avec la Commission économique pour l'Afrique en 1985.

En 1995, il a reçu le prix des Nations Unies en matière de population.

Des représentants du Comité interafricain ont participé aux réunions ci-après de l'Organisation des Nations Unies :

1997

Commission des droits de l'homme : Le Comité interafricain a pris part aux délibérations de la Commission des droits de l'homme et de sa sous-commission.

Il a collaboré étroitement avec le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les pratiques traditionnelles et le Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes.

Consultation de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) avec des ONG au sujet de la nouvelle politique globale (Genève, 2 et 3 mai).

Quatrième Conférence internationale de l'OMS sur la promotion de la santé (Jakarta, 21-25 juillet).

Consultation technique de l'OMS sur la mutilation génitale des femmes (Genève, 15-17 octobre).

Consultation sous-régionale de l'UNICEF sur la mutilation génitale des femmes (Érythrée, 24-27 septembre).

1998

Cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme : Table ronde au sujet des femmes et des filles, en présence de Mme Mary Robinson, Haut Commissaire aux droits de l'homme, et de Mme Hillary R. Clinton. La Présidente du Comité interafricain y a fait un exposé sur la mutilation génitale des femmes.

Cinquantième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de protection des minorités (Genève, août 1998) : Le Comité interafricain y a fait une déclaration félicitant Mme Halima E. Warzazi pour son rapport, et pour son engagement en faveur de l'éradication des pratiques traditionnelles préjudiciables.

Les résultats du colloque à l'intention des chefs religieux organisé par le Comité interafricain à Banjul (Gambie) du 20 au 23 juillet 1998, ont été portés à l'attention des membres de la Sous-Commission.

Le Comité interafricain a activement participé aux célébrations du cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme aux niveaux national, régional et international.

Quatrième session annuelle du Comité consultatif d'ONG du FNUAP (New York, 15-17 juin 1998) : Le programme comprenait une table ronde sur la préparation de la conférence CIPD+5. L'éradication des pratiques traditionnelles préjudiciables y a été présentée comme prioritaire dans le cadre du développement de la médecine de la procréation en Afrique.

La Présidente du Comité interafricain a présenté le programme du Comité à l'UNICEF en juin.

La Présidente du Comité interafricain a assisté à une réunion à l'ONU, au cours de laquelle la Ministre ougandaise de l'égalité des sexes a fait part de sa position par rapport à la mutilation génitale des femmes et des initiatives qu'elle avait engagées en la matière. Une déclaration du Secrétaire général de l'ONU sur ce sujet y a été lue.

Quarante-huitième session du Comité régional africain de l'OMS (Harare, 31 août-4 septembre) : Le Comité interafricain a participé à la session sur la médecine de la procréation.

Conférence de l'OMS sur la promotion de la santé et l'éducation pour la santé (Cardiff, Royaume-Uni, 23-25 septembre) : Le Vice-Président du Comité interafricain a fait un exposé sur la mutilation génitale des femmes et sur la médecine de la procréation.

Séminaire régional de l'OUA sur la réinsertion des réfugiés et des rapatriés (Addis-Abeba, Éthiopie, 12-15 octobre). Participation du Comité interafricain.

1999

Cinquante-cinquième session de la Commission des Nations Unies des droits de l'homme (mars 1999) : Le trésorier du Comité interafricain a fait une déclaration sur l'importance de l'éducation et de l'information de l'opinion publique, et a appelé à envisager la mutilation génitale des femmes sous l'angle des droits de l'homme.

Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme (août 1999) : dans une de ses résolutions, la Sous-Commission a félicité le Comité interafricain pour son action.

Le rapport du Secrétaire général de l'ONU à la cinquante-troisième Assemblée générale des Nations Unies (A/53/354) a salué, dans son paragraphe 48, le travail accompli par le Comité interafricain.

Commission de la condition de la femme : Le Comité interafricain a participé activement à la préparation de la session extraordinaire de l'Assemblée générale prévue en juin 2000. Il a organisé des ateliers en parallèle de cette session et a fait des déclarations. Le COMITÉ INTERAFRICAIN participe aux sessions de la Commission depuis 1987.

Colloque mondial sur la violence et la santé, organisé par l'OMS [octobre, Kobe (Japon)] : La Présidente du Comité interafricain a été invitée à faire un exposé.

L'OUA/CEA et le Comité interafricain travaillent ensemble à l'élaboration du projet de convention sur l'élimination de toutes les formes de pratiques traditionnelles néfastes ayant effet sur les droits fondamentaux des femmes et des filles. Un groupe d'étude a été mis en place par l'OUA pour examiner ce projet. Plusieurs réunions et consultations ont eu lieu.

2000

Cinquante-sixième session de la Commission des droits de l'homme : Participation de représentants du COMITÉ INTERAFRICAIN.

Cinquante-deuxième Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme : La Présidente du Comité interafricain a fait une déclaration concernant le quatrième rapport de Mme Halima E. Warzazi.

Conférence Beijing+5 : Plusieurs membres du Comité interafricain y ont participé, aux côtés de Mme Chantal Compaoré, ambassadrice itinérante du Comité interafricain et épouse du Président du Burkina Faso.

OUA : Le projet de convention sur l'élimination de toutes les formes de pratiques traditionnelles néfastes ayant effet sur les droits fondamentaux des femmes et des filles a été inclus dans le projet de protocole additionnel de l'OUA sur le droit des femmes. Les consultations entre l'OUA, la CEA et le Comité interafricain se poursuivent.

FNUAP : Conférence sur les adolescents et les besoins en matière de médecine de la procréation en Afrique subsaharienne (24-27 juillet, Namibie) : Participation du Comité interafricain.

Le Comité interafricain a également participé de façon régulière aux sessions du Conseil des ministres de l'OUA et de l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'OUA.

Sommet mondial pour le développement social, Genève, juillet 2000 : Le Comité interafricain a suivi la session à l'ONU et était également présent à « Alternative Village ».

En outre, pendant ces quatre années de référence, le Comité interafricain a pris une part active aux réunions des organes ci-après : Conseil exécutif de l'OMS,

Assemblée mondiale de la santé de l'OMS, Comité des droits de l'enfant, Comité d'ONG sur la condition de la femme, Comité spécial des ONG internationales sur les droits de l'homme, ainsi qu'à différents groupes de travail d'ONG basées à Genève.

Le Comité interafricain travaille, au niveau local, par le biais de ses comités nationaux, au niveau régional, par le biais de l'OUA et de la CEA, et au niveau international, avec l'ONU, l'OMS, l'UNICEF, le FNUAP, le Haut Commissariat aux droits de l'homme et le HCR.

7. Association du transport aérien international (IATA)

(Statut consultatif spécial accordé en 1949)

Description, buts et objectifs

L'IATA est une association professionnelle mondiale représentant plus de 270 compagnies aériennes internationales offrant des vols réguliers. Elle a été créée en 1945 par une loi spéciale du Parlement canadien pour remplacer l'Association du trafic aérien international, fondée à La Haye en 1919. Ses principaux bureaux sont situés à Genève, Montréal et Singapour. Des bureaux régionaux et nationaux assurent des services complémentaires.

L'une des principales fonctions de l'IATA est de représenter les vues et les intérêts collectifs de ses membres. Organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif, l'Association entretient des relations régulières avec de nombreux organismes des Nations Unies et les institutions spécialisées pour des questions d'ordre général ou ayant un caractère spécifique ou technique. Ses principaux partenaires sont l'Organisation de l'aviation civile internationale et les organes régionaux d'aviation civile.

Coopération avec l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)

Les principes régissant la coopération et les relations de longue date entre l'IATA et l'OACI figurent dans les statuts de l'IATA (art. IV, *Mission et buts de l'IATA*). C'est ainsi que l'IATA contribue activement à un grand nombre d'activités menées par l'OACI dans les domaines de la navigation aérienne, du transport aérien, du droit aérien et de la sûreté de l'aviation. Elle a le statut d'observateur accrédité auprès de l'Assemblée triennale.

L'IATA assiste en sa qualité d'observateur permanent aux réunions de la Commission de la navigation aérienne et du Comité du transport aérien de l'OACI et participe activement aux travaux des organes de l'Organisation et aux réunions énumérés ci-après :

- Comités du Conseil de l'OACI (observateur);
- Conférences de l'OACI (observateur);
- Groupes d'experts de la Commission de la navigation aérienne (membre);
- Groupes d'étude de la navigation aérienne (membre);
- Réunions à l'échelle des divisions (observateur);
- Réunions régionales sur la navigation aérienne (observateur);
- Groupes de planification régionale (observateur).

L'IATA participe par ailleurs aux réunions des organes et des groupes de travail suivants : Comité de protection de l'environnement en aviation (CAEP); Groupe d'experts des enregistreurs de bord (FLIRECP); Groupe d'experts en communication du service mobile aéronautique (AMCP); Groupe d'experts du

réseau de télécommunications aéronautiques (ATNP); Groupe d'experts sur l'exploitation (OPSP); Groupe d'experts des liaisons de données opérationnelles (OPLINKP); Groupe d'experts de la délimitation et de la sûreté de l'espace aérien (SASP); Groupe d'experts sur le système mondial de navigation par satellites (GNSSP); Groupe d'experts sur les aides visuelles (VAP); Groupe d'experts sur le concept opérationnel de gestion du trafic aérien (ATMCP); Groupe d'experts du maintien de la navigabilité (AIRP); Groupe d'experts sur l'exploitation tous temps (AWOP); Groupe d'experts sur l'amélioration du radar secondaire de surveillance et les systèmes anticollision (SICASP); ainsi que tous les groupes régionaux de planification et d'exécution et les groupes et sous-groupes de travail associés.

L'IATA envoie des participants aux 15 groupes d'étude de la navigation aérienne de l'OACI et coopère avec le Forum sur le dégivrage et l'antigivrage et le Groupe de travail sur l'impact sans perte de contrôle. Les membres des groupes de l'IATA fournissent un appui à divers séminaires régionaux de l'OACI.

L'IATA a collaboré avec l'OACI à l'organisation d'un séminaire sur la sûreté de l'aviation et les facteurs humains, tenu à Rio de Janeiro en août 2000. Elle a participé aux conférences sur la navigation mondiale et a créé avec l'OACI un groupe chargé de veiller au passage sans heurt à l'an 2000.

L'IATA participe aux travaux :

- Du Groupe d'experts sur les marchandises dangereuses (DGP) de l'OACI, et contribue à l'élaboration des instructions techniques pour la sécurité du transport aérien des marchandises dangereuses;
- Du Groupe d'experts de la sûreté de l'aviation de l'OACI, après avoir contribué aux travaux des groupes de travail chargés de réviser le *Manuel de sûreté* de l'OACI et de veiller à l'incorporation de la sûreté dans la conception des aéronefs. L'OACI a participé aux réunions du Groupe consultatif de la sûreté de l'IATA et aux conférences et expositions sur la sûreté;
- Du Groupe d'experts sur l'économie des services de navigation aérienne, du Groupe d'experts sur l'économie des aéroports, du Groupe d'experts sur la réglementation du transport aérien, du Groupe d'experts en statistiques, du Groupe d'experts de la facilitation, du Groupe consultatif technique sur les documents de voyage lisibles à la machine et des groupes régionaux de prévision du trafic. L'IATA apporte également son appui aux ateliers sur la réglementation du transport aérien régional.

Relations avec d'autres organismes des Nations Unies

Comité TRANSAC de l'Agence internationale de l'énergie atomique : L'IATA participe en qualité d'observateur à l'élaboration des règlements concernant le transport des matières radioactives. Elle assiste, toujours en tant qu'observateur, aux réunions du Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses du Conseil économique et social.

Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) : L'IATA a participé aux cinquième et sixième sessions de la Conférences des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. S'appuyant sur les compétences de divers spécialistes, elle a pris part à l'élaboration du rapport

spécial sur l'aviation et l'atmosphère et du guide sur les bonnes pratiques et la gestion des incertitudes dans les inventaires nationaux de gaz à effet de serre. Elle assiste également à diverses réunions des organes subsidiaires de conseil scientifique et technologique (SBSTA), l'application des objectifs énoncés dans le Protocole de Kyoto aux combustibles de soute et la question de la répartition présentant un intérêt certain pour l'aviation.

Union internationale des télécommunications (UIT) : En collaboration avec l'OACI, l'IATA veille à ce que les intérêts des compagnies aériennes en matière de fréquences radio et de télécommunications soient pris en compte lors des conférences mondiales des radiocommunications.

Office international des épizooties (OIE) : Le Conseil des animaux vivants de l'IATA se réunit tous les ans pour mettre à jour les règlements concernant les animaux vivants, adoptés dans le cadre de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES). Ces règlements ont force obligatoire dans un certain nombre de pays.

Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et le commerce électronique (UN/CEFACT) : L'IATA a participé à la mise en place de l'organe créé en remplacement du Groupe de travail No 4 (Facilitation des procédures du commerce international) et s'est employée à faire en sorte que les organismes internationaux en soient reconnus comme membres à part entière. L'IATA collabore avec le Comité pour les industries des transports, du tourisme et des loisirs de l'Échange de données informatisées pour l'administration, le commerce et le transport (UN/EDIFACT) à l'élaboration de normes régissant l'échange d'informations sur les passagers.

CNUCED : L'IATA a contribué à l'organisation de la conférence de 1999 visant à aider les pays en développement à déterminer la position à adopter en matière de services de transport aérien lors des négociations de l'Accord général sur le commerce des services (ACGS).

Administration intérimaire de l'aviation civile pour la Somalie (ONU/PNUD/OACI) : Le Service du renforcement et du financement du contrôle du trafic aérien de l'IATA continue d'assurer les services de facturation et de recouvrement des redevances de navigation aérienne en Somalie pour le compte de l'Administration intérimaire. Les taux sont fixés de concert avec l'Administration intérimaire et le Groupe d'experts des redevances de l'IATA.

Union postale universelle (UPU) : Un groupe de contact permanent étudie les aspects réglementaires et opérationnels du transport du courrier par air. Il a récemment publié un manuel d'échange des données électroniques à l'usage de l'administration postale et des compagnies aériennes visant à faciliter les services de messagerie électronique entre l'administration postale et les compagnies aériennes. On envisage actuellement de revoir les arrangements opérationnels et financiers en vue d'améliorer la qualité des services postaux.

Comité du Conseil de sécurité de l'ONU : En application des dispositions de la résolution 1267 (1999) du Conseil de sécurité concernant l'Afghanistan, l'IATA se charge, au nom des compagnies aériennes internationales, du paiement de services de contrôle aérien à l'autorité afghane de l'aéronautique.

Organisation mondiale des douanes (OMD) et Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE) : L'IATA coopère régulièrement avec ces deux organismes en ce qui concerne les mesures visant à faciliter le fret aérien.

Organisation mondiale de la santé (OMS) : L'IATA entretient des relations spéciales avec l'OMS, qui a participé en 1997 aux travaux d'un de ses groupes de travail, chargé d'élaborer une recommandation pratique sur le transport des passagers souffrant d'une maladie infectieuse. La question de la santé des voyageurs fait actuellement l'objet d'un regain d'attention.

Organisation météorologique mondiale (OMM) : L'IATA coopère avec l'OMM sur les questions relatives à la météorologie aéronautique et prend part aux travaux de la Commission de météorologie aéronautique (CMAé).

Organisation mondiale du tourisme (OMT) : L'IATA est membre du Conseil des entreprises de l'OMT et a participé aux travaux de groupe et aux réunions portant sur les taxes de voyage, la sûreté et la sécurité du tourisme, les comptes satellites du tourisme, le commerce des services et la lutte contre le tourisme pédophile.

8. Union internationale des magistrats

(Statut consultatif spécial accordé en 1985)

L'Union internationale des magistrats (UIM) a été fondée à Salzbourg (Autriche) en 1953 en tant qu'organisation internationale professionnelle apolitique regroupant non pas des magistrats individuels mais des associations nationales de magistrats. Son objectif principal est de préserver l'indépendance de la magistrature, condition essentielle de la fonction judiciaire, et de garantir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

À l'heure actuelle, l'Union comprend 63 associations nationales ou groupes représentatifs (elle en comptait 52 en 1997).

L'Union a quatre groupes régionaux : i) l'Association européenne des magistrats; ii) le Groupe ibéro-américain; iii) le Groupe africain; et iv) le Groupe asiatique, nord-américain et océanique.

L'Union comporte quatre commissions d'étude, chargées respectivement de l'administration judiciaire et du statut de la magistrature, de la procédure et du droit civils, de la procédure et du droit pénaux, et du droit public et social.

L'Union tire son financement des cotisations annuelles de ses membres.

L'Union est dotée du statut consultatif (spécial depuis 1985) auprès du Conseil économique et social, du Bureau international du Travail et du Conseil de l'Europe.

Le 13 avril 2000, Mme Pâquerette Girard, Présidente de l'UIM, a rencontré M. Vladimir Petrovsky, Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG), et a participé à la réunion tenue par M. Ulrich Von Blumenthal, chef du Service juridique de l'ONUG. Au cours de l'audience, Mme Girard a remis officiellement à M. Petrovsky le Traité d'organisation judiciaire comparé, premier d'une série prévue de trois, qui fait le point sur le mode actuel de nomination des juges et les garanties d'indépendance de ces nominations. Le Traité doit faciliter l'élaboration des normes juridiques internationales touchant les juges eux-mêmes et les juridictions internationales et, en particulier, des textes concernant les relations entre les juridictions internationales et nationales.

Le 19 avril 2000, Mme Girard a transmis au Secrétaire général de l'ONU la Charte universelle des juges, adoptée par l'organisation à sa réunion annuelle tenue à Taipei en novembre 1999. La Charte a été unanimement approuvée par les 55 associations nationales de magistrats représentées à la réunion. La Charte universelle des juges a été élaborée à partir des chartes relatives à la protection des magistrats établies pour chaque continent, telles que la Charte européenne sur le statut des juges qu'a fait sienne le Conseil de l'Europe en 1998, et des instruments nationaux. Les principes qui y sont énoncés correspondent à la fois à ceux suivis par les associations de magistrats des pays appliquant la *common law*, tels que les pays d'Amérique du Nord ou l'Australie, et à ceux appliqués par les pays d'Afrique ou d'Amérique latine, qui ont hérité du système juridique dérivé du droit romain.

L'Union internationale des magistrats s'attache à faciliter l'établissement de la version définitive des Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature approuvés par le septième Congrès des Nations Unies pour la

prévention du crime et le traitement des délinquants, tenu à Milan du 26 août au 6 septembre 1985, et adoptés par l'Assemblée générale.

Les représentants de l'UIM ont participé aux réunions des Nations Unies ci-après

- Réunion sur les stratégies de prévention de la criminalité transnationale organisée et le rôle des organisations non gouvernementales, du Conseil consultatif scientifique et professionnel international du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (Palerme (Italie), 13 décembre 2000);
- Onzième session du Comité spécial chargé d'élaborer une convention contre la criminalité transnationale organisée (Vienne, 2-27 octobre 2000);
- Huitième session plénière du Conseil consultatif scientifique et professionnel international du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (Courmayeur Mont Blanc, 21 et 22 septembre 2000);
- Dixième session du Comité spécial chargé d'élaborer une convention contre la criminalité transnationale organisée (Vienne, 17-28 juillet 2000);
- Neuvième session du Comité spécial chargé d'élaborer une convention contre la criminalité transnationale organisée (Vienne, 5-16 juin 2000);
- Dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (Vienne, 10-17 avril 2000);
- Neuvième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (Vienne, 18-20 avril 2000);
- Huitième session du Comité spécial chargé d'élaborer une convention contre la criminalité transnationale organisée (Vienne, 21 février-3 mars 2000);
- Septième session du Comité spécial chargé d'élaborer une convention contre la criminalité transnationale organisée (Vienne, 17-28 janvier 2000);
- Sixième session du Comité spécial chargé d'élaborer une convention contre la criminalité transnationale organisée (Vienne, 6-17 décembre 1999);
- Reprise de la quarante-deuxième session de la Commission des stupéfiants (Vienne, 30 novembre au 1er décembre 1999);
- Session d'information à l'intention des organisations non gouvernementales (Genève, 22 et 23 novembre 1999);
- Cinquième session du Comité spécial chargé d'élaborer une convention contre la criminalité transnationale organisée (Vienne, 4-15 octobre 1999);
- Quatrième session du Comité spécial chargé d'élaborer une convention contre la criminalité transnationale organisée (Vienne, 28 juin-9 juillet 1999);
- Huitième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (Vienne, 27 avril-6 mai 1999);
- Deuxième session du Comité spécial chargé d'élaborer une convention contre la criminalité transnationale organisée (Vienne, 8-12 mars 1999);

- Groupe de travail chargé d'élaborer un protocole à la Convention relative aux droits de l'enfant (Genève, 25 janvier-5 février 1999);
- Première session du Comité spécial chargé d'élaborer une convention contre la criminalité transnationale organisée (Vienne, 19-29 janvier 1999);
- Cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (Genève, 10 décembre 1998);
- Reprise de la quarantième session de la Commission des stupéfiants (Vienne, 3 et 4 décembre 1997);
- Séminaire sur le rôle de l'Internet au regard des dispositions de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Genève, Palais des Nations, 10-14 novembre 1997);
- Deuxième et troisième réunions intersessions de la Commission des stupéfiants (Vienne, 7-9 octobre 1997 et 5 décembre 1997), réunion sur l'examen du projet de déclaration relatif aux principes directeurs concernant la réduction de la demande illicite de stupéfiants (Vienne, 13-17 octobre 1997);
- Réunion organisée par le Haut Commissariat des Nations Unies/Centre pour les droits de l'homme, « Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme : Manuel de formation des magistrats et des avocats » (Genève, 5-9 mai 1997).

Coopération avec les programmes et organismes des Nations Unies et les institutions spécialisées

- Réunion des juges présidents sur le renforcement de l'intégrité des membres des professions judiciaires, organisée par le Centre pour la prévention internationale du crime – Programme mondial contre la corruption, en collaboration avec l'observateur de Transparency International, M. Ernst Markel (Vienne, 15 et 16 avril 2000).
- Séminaire de formation à l'intention des représentants des organisations non gouvernementales (Genève, 22 et 23 octobre 1999).
- Journée d'information pour les organisations non gouvernementales, entretien avec Mme Raymonde Martineau, attachée de liaison, et Mme Hanifa Mezoui, Chef de la Section des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU à New York (Genève, 23 juin 1999).
- Séminaire « Les perspectives islamiques sur la Déclaration universelle des droits de l'homme » (Genève, 9 et 10 novembre 1998).
- « Première rencontre méditerranéenne des institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme », congrès international organisé par le Conseil consultatif des droits de l'homme du Royaume du Maroc, en collaboration avec la Commission nationale consultative des droits de l'homme de la France et avec le concours du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, qui s'est tenu à Marrakech (Maroc) du 27 au 29 avril 1998. Un exposé a été présenté en langue française sur l'indépendance

du pouvoir judiciaire et le rôle de l'Union internationale des magistrats dans la sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

- Séminaire sur le rôle de l'Internet au regard des dispositions de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Genève, 10-14 novembre 1997).

Autres activités pertinentes

- « Développement global dans le domaine du droit : vers un programme d'action pour une société juste et équitable au XXI^e siècle », conférence mondiale organisée par la Banque mondiale (Washington, 5-7 juin 2000).
- Cinquante-deuxième conférence annuelle des ONG (Département de l'information), « Relever les défis de la mondialisation » (New York, 15-17 septembre 1999).
- Discours intitulé « The Universal Declaration of Human Rights and the Future of Human Rights » (La Déclaration universelle des droits de l'homme et l'avenir des droits de l'homme), prononcé au colloque « The Future of Human Rights » (L'avenir des droits de l'homme), St. Peter's College, Jersey City, New Jersey (16 avril 1999).
- Conférence Donahue à l'école de droit de la Suffolk University (Boston, Massachusetts) sur la Déclaration universelle des droits de l'homme.
- À la demande du Haut Commissariat aux droits de l'homme/Centre pour les droits de l'homme de Genève, l'UIM a fait part de ses observations concernant la résolution 1997/42 de la Commission des droits de l'homme d'avril 1997, intitulée « Les droits de l'homme et le terrorisme » (octobre 1997).
- Présentation d'amendements à l'article 6 du projet de texte portant création d'une cour pénale internationale permanente au Comité préparatoire (juin 1997).
- Mesures prises en application des Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature approuvés par le septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (Milan, 26 août-6 septembre 1985). Les représentants de l'UIM ont participé aux activités ci-après :
 - 19-21 mars 1997, Bucarest (Roumanie) – Séminaire bilatéral sur le statut des juges et le rôle du juge dans une société démocratique, organisé dans le cadre du programme de coopération juridique entre le Conseil de l'Europe et les pays d'Europe centrale et orientale;
 - 23-26 juin 1997, Slok (Pologne) – Séminaire sur les garanties de l'indépendance du pouvoir judiciaire dans l'État de droit, organisé par le Conseil de l'Europe en coopération avec le Conseil national de la magistrature de la Pologne;
 - 9-11 juillet 1997, Strasbourg (France) – Réunion sur le statut des juges en Europe, organisée par le Conseil de l'Europe;

- 18 et 19 septembre 1997, Chisinau (République de Moldova) – Séminaire bilatéral organisé dans le cadre du programme de coopération juridique entre le Conseil de l'Europe et les pays d'Europe centrale et orientale;
 - 7 et 8 octobre 1997, Tbilissi (Géorgie) – Séminaire bilatéral organisé dans le cadre du programme de coopération juridique entre le Conseil de l'Europe et les pays d'Europe centrale et orientale.
-